

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
Services de l'État en Vaucluse  
84905 AVIGNON cedex 09

Avignon, le 22/02/24

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SARL RICARD**

ZAC km Delta II  
638 Rue Étienne Lenoir  
30 900 Nîmes

Références : D-00126-2024  
Code AIOT : 0 006 401 242

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/02/2024 dans l'établissement SARL RICARD implanté Mourre de Lira Route d'Uchaux 84 550 Mornas. L'inspection a été annoncée le 30/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale coup de poing 2024 de l'Inspection des Installations classées. L'objet de cette inspection est de contrôler le respect des prescriptions liées à la consommation d'eau et de rappeler aux industriels les exigences applicables en période de sécheresse.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL RICARD
- Mourre de Lira Route d'Uchaux 84 550 Mornas
- Code AIOT : 0 006 401 242
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Ricard SARL exploite une carrière au lieu-dit « Mourre de Lira », sur la commune de Mornas. Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 2510, de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515 et de la déclaration au titre de la rubrique 2517 de la nomenclature des ICPE. Les activités du site sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 22 mai 2023 pour une durée de 25 ans.

**Thèmes de l'inspection :**

- Eaux souterraines

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Volumes d'eau prélevé	Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 4.1.1	Demande d'action corrective	3 mois
4	Suivi des consommations d'eau / relevé / registre	Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 4.1.3	Demande d'action corrective	1 jour
5	Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Origine de l'eau et prélèvement	Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 4.1.1	Sans objet
2	Présence de compteurs	Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 4.1.3	Sans objet
6	Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV	Sans objet
7	Mise en œuvre du PSH	Autre du 20/03/2023, article communication DREAL	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté trois non-conformités au cours de cette visite, relatives au suivi des consommations d'eaux. Ces constats conduisent l'inspection des installations classées à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection des installations classées à proposer à monsieur le Préfet de Vaucluse d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Origine de l'eau et prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 4.1.1			
<b>Thème-s :</b> Risques chroniques, Eau			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
[...] Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :			
Origine de la ressource	Coordonnées du point de prélèvement RGF93-CC44	Nom et Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Prélèvement maximal annuel (m³)
Eau de surface (lac)	X=1 839 464,47 Y=3 235 937,34	/	15 000 m³
Eau souterraine (forage)	X=1 839 634,31 Y=3 226 041,44	Marno-calcaires et grès Collines Côte du Rhône rive gauche et de la bordure du bassin du Comtat, codifié FRDG533	
Réseau public (base vie)			50 m³
L'eau est utilisée pour les besoins sanitaires, l'abattage des poussières, les installations de lavage, la lutte contre un incendie et l'arrosage. [...]			
<b>Constats :</b>			
Le site dispose de deux points de prélèvements d'eau :			
<ul style="list-style-type: none"><li>Un forage (coordonnées Lambert 93 : 839 656,0 / 6 348 446,8) : ces eaux sont utilisées pour les divers besoins en eau industrielle (abatage des poussières, lavage des engins, arrosage, sanitaires) à l'exception du lavage des matériaux. La masse d'eau objet du prélèvement est codifiée FRDG533 « Marno-calcaires et grès Collines Côte du Rhône rive gauche et de la bordure du bassin du Comtat » ;</li><li>Au niveau du lac, au point bas de la carrière (coordonnées Lambert 93 : 839 514,0 / 6 348 360,4) : ces eaux sont utilisées pour le lavage des matériaux. La masse d'eau concernée n'est pas codifiée.</li></ul>			
Le site n'est pas raccordé au réseau AEP.			
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>			
L'article 4.1.1 de l'arrêté d'autorisation du 22/05/2023 sera mis à jour à l'occasion d'un prochain arrêté complémentaire, afin de supprimer la mention du raccordement du site au réseau AEP.			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			

**N° 2 : Présence de compteurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 4.1.3
<b>Thème-s :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée [...]
<b>Constats :</b> Les deux points de prélèvement étaient équipés de compteurs le jour de la visite (cf photographies en annexe). Toutefois, l'exploitant précise que le compteur sur le forage a été installé le 8 février 2024 et, ainsi, qu'il ne dispose pas de données précises sur la consommation au niveau de ce point de prélèvement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Volumes d'eau prélevé**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 4.1.1			
<b>Thème-s :</b> Risques chroniques, Eau			
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :			
Origine de la ressource	Coordonnées du point de prélèvement RGF93-CC44	Nom et Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Prélèvement maximal annuel (m³)
Eau de surface (lac)	X=1 839 464,47 Y=3 235 937,34	/	15 000 m³
Eau souterraine (forage)	X=1 839 634,31 Y=3 226 041,44	Marno-calcaires et grès Collines Côte du Rhône rive gauche et de la bordure du bassin du Comtat, codifié FRDG533	
Réseau public (base vie)			50 m³
L'eau est utilisée pour les besoins sanitaires, l'abattage des poussières, les installations de lavage, la lutte contre un incendie et l'arrosage. [...]			
<b>Constats :</b> Les volumes prélevés ont été de 14 691 m³ en 2022 et de 6 524 m³ en 2023, au niveau du lac. Les volumes prélevés au niveau du forage n'ont pas été déclarés en 2022 et 2023, compte tenu de l'installation du compteur sur ce point de prélèvement le 8 février 2024. Par ailleurs, l'exploitant précise que la majeure partie des eaux prélevées au niveau du lac (de l'ordre de 80 %) sont rejetées au lac à proximité immédiate du point de prélèvement, après transit par l'installation de lavage des sables : ainsi, la consommation réelle au niveau de ce process est <i>a priori</i> de l'ordre de 3 000 m³ par an (compensation des pertes dues à l'évaporation et à l'humidité résiduelle contenue dans les sables lavés). Un compteur a été installé en sortie de ce process; toutefois, l'exploitant indique que les données fournies sont incohérentes (volumes rejetés supérieurs aux volumes prélevés).			

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit, sous 3 mois, corriger les dysfonctionnements constatés au niveau du compteur positionné en sortie de l'installation de lavage, afin de connaître précisément le volume réellement consommé par ces opérations au niveau des eaux de surface du lac, positionné au point bas de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Suivi des consommations d'eau / relevé / registre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 4.1.3
<b>Thème-s :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les mesures de débit doivent être relevées tous les mois (ou hebdomadaire). Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le registre de suivi des consommations d'eau pour les eaux issues du lac (relevés effectués annuellement en janvier : 14 691 m3 consommés en 2022, 6 524 m3 consommés en 2023 compte tenu de l'arrêt de l'activité une partie de l'année). Toutefois, les relevés n'ont pas encore été effectués pour le compteur installé le 8 février 2024 au niveau du forage.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit désormais renseigner mensuellement le registre des consommations d'eau pour les deux points de prélèvement au niveau du forage et de l'installation de lavage des sables.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 jour

#### N° 5 : Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I
<b>Thème-s :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour : – établissements ICPE à A ou E, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 ; – pisciculture d'une capacité de production supérieure à 1 000 tonnes par an ; – STEP urbaines d'une capacité nominale supérieure à 6 000 kg/j de DBO5 (100 000 équivalents habitants) ; – site d'extraction relevant du code minier.

<p><b>Prélèvements :</b></p> <p>L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, [...] Les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m<sup>3</sup>/ an.</p> <p><b>Volumes d'eaux rejetés :</b></p> <p>L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées [...] Les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La déclaration GERE pour l'exercice 2022 mentionne un volume prélevé de 14 691 m<sup>3</sup>. Toutefois, l'inspection relève que cette déclaration a été effectuée pour la carrière située au lieu-dit « Montmou Est et Ouest » (Code établissement : 0 006 401 243) et non la carrière de Mourre de Lira (Code établissement : 0 006 401 242). Ce point devra être corrigé pour la déclaration relative à l'exercice 2023.</p> <p>Par ailleurs, les volumes prélevés au niveau du forage n'ont pas été déclarés, compte tenu de l'installation du compteur sur ce point le 8 février 2024. Ces volumes devront donc être intégrés à la déclaration GERE à compter de l'exercice 2024.</p> <p>L'exploitant n'est pas soumis à l'obligation de déclaration des volumes rejetés, telle que définie par l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Pour l'exercice 2023, les volumes d'eau prélevés doivent être déclarés sur l'application GERE au niveau de la carrière de "Mourre de Lira" (Code établissement : 0 006 401 242) et non de la carrière « Montmou Est et Ouest » (Code établissement : 0 006 401 243), compte tenu de la position géographique des points de prélèvement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 6 : Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV</p>
<p><b>Thème-s :</b> Risques chroniques, Eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour : ICPE à A ou à E dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes</p> <p>Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation</p>

<p>pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant :<a href="https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire">https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire</a></p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un arrêté d'autorisation renouvelé le 22 mai 2023. Il n'est donc pas soumis aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement, conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel précité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Mise en œuvre du PSH

<p><b>Référence réglementaire :</b> Autre du 20/03/2023, article communication DREAL</p>
<p><b>Thème-s :</b> Risques chroniques, PSH</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les services de l'État ont tiré le retour d'expérience de l'épisode de sécheresse de l'année 2022 en préparation de l'été 2023. Il en sera de même pour la préparation de l'été 2024.</p> <p>Le cadrage régional pour l'étiage 2022 a été maintenu pour l'étiage 2023 avec des réductions demandées pour les usages économiques de 20 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte », de 40 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte renforcée » et des dispositions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral en cas de crise. Ces éléments sont présentés sur le site internet de la DREAL PACA. Ils seront maintenus en 2024.</p> <p>Des adaptations à ces réductions forfaitaires sont prévues pour les usages industriels dans 2 cas :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective selon les niveaux de gravité de sécheresse. L'arrêté préfectoral d'autorisation prévaut alors.</li> <li>2. L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées. L'établissement devra notamment définir, dans le PSH, des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau d'alerte.</li> </ol> <p>Vous trouverez en PJ de ce mail la trame du PSH établie par l'inspection des installations classées, également disponible sur le site internet de la DREAL PACA.</p> <p>Pour tout établissement désireux d'entrer dans le cas d'adaptation n°2, le PSH sera élaboré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées (IIC) au plus tôt.</p> <p>L'IIC sera amenée à vérifier lors d'inspections le respect des mesures de l'arrêté cadre sécheresse et, le cas échéant, d'examiner le contenu du PSH. Le préfet pourra décider de lever cette adaptation (n°2) s'il considère que les mesures de réduction, en période de sécheresse, proposées dans le PSH sont insuffisantes.</p>
<p><b>Constats :</b></p>



L'article 4.1.2 de l'arrêté d'autorisation du 22 mai 2023 « Prescriptions sur les prélèvements d'eau et les rejets aqueux en cas de sécheresse » impose « *qu'en période de sécheresse, l'exploitant doit prendre des mesures de restriction d'usage permettant de : limiter les prélèvements aux strictes nécessités des processus industriels, informer le personnel de la nécessité de préserver au mieux la ressource en eau par toute mesure d'économie.*

*Les mesures de restriction des usages de l'eau et imposées par arrêté préfectoral départemental sont applicables à l'établissement (mesures visant les activités industrielles). Toutefois, les usages prioritaires de l'eau ne sont pas concernés par ces mesures. Il s'agit des usages liés à la santé (dispositifs d'abattage des poussières en carrières), à la salubrité (opérations de nettoyage ne pouvant être reportées par exemple), à la sécurité civile (eaux d'extinction des incendies). »*

L'exploitant n'a pas mis en place de plan de sobriété hydrique à ce jour. Il reste donc soumis aux mesures générales de restriction, imposées par l'arrêté cadre départemental.

**Type de suites proposées :** Sans suite